



## Ce matin, on a tapoté à la porte de ma chambre-bureau, au 101 rue de l'Université.



J'étais encore au lit, je n'ai pas réagi.

La porte s'est ouverte, j'ai grogné un "Je suis là", et la porte s'est refermée avec un "Oh, pardon !"

Comme j'étais réveillé, je suis descendu au petit déjeuner.

Quand je suis remonté, les tapis de douche ne traînaient plus dans la salle de bain, la cuvette des toilettes était récurée, les serviettes changées, les poubelles vidées.

Le même miracle se reproduit tous les jours.

Ce n'est pas l'œuvre d'une fée, non, mais de femmes.

J'ai échangé avec elles, rapidement, dans les couloirs.

Elles arrivent à 6 h, elles repartent à 10 h.

Assez tôt pour ne pas déranger le travail des députés.

Du lundi au vendredi, ça leur fait une vingtaine d'heures par semaine.

A raison de 9 € de l'heure, leur paie s'élève à 600 € et quelques par mois.

Bénéficient-elles de tickets-restau ? Non.

Sont-elles un treizième mois ? Non.

Des primes de panier ? De salissure ? Non.

Seulement 50 % de réduction sur le pass Navigo.

Et tant mieux, parce qu'elles ont une petite heure de transport à l'aller, et autant au retour.

Ce pupitre ciré, ici, c'est elles.

Les cuivres lustrés, c'est encore elles.

Les marbres luisants, c'est toujours elles.

Elles sont partout et pourtant, elles sont absentes.

C'est le propre de la propreté : elle ne laisse pas de traces.

Leur travail est invisible.

D'autant qu'on s'applique à les rendre, elles aussi, invisibles.

Elles viennent ici tôt le matin, je l'ai dit, en horaires décalés.

Pour nous éviter de les croiser.

Et peut-être pour nous épargner la honte.

Car comment n'aurions-nous pas honte ?

Honte de ce fossé ?

Sous le même toit, dans la même maison, elles sont payées dix fois moins, avec toutes des temps partiels contraints, toutes sous le salaire minimum, toutes sous le seuil de pauvreté.

Notre Parlement, plein de raisonnements et de bons sentiments, s'accommode de cette injustice de proximité.

Je mentionne ça, parce que c'est sous nos pieds, sous notre nez.

Je le mentionne, également, parce que c'est à l'image de la France.

Toutes les entreprises, toutes les institutions, les universités, les régions, les lycées maintenant, les collèges, les hôpitaux, les gares "externalisent" leur entretien. ça fait moderne, "externalisé".

Ca fait des économies, surtout.

Ca signifie que, silencieusement, au fil des décennies, à travers le pays, des milliers de femmes, à vrai dire des centaines de milliers de femmes, ont été poussées vers la précarité, vers des horaires coupés, vers des paies au rabais.

Je le mentionne, enfin, parce que ça vaut pour le ménage, mais au-delà aussi.

Ca marche pareil pour les AVS, auxiliaires de vie sociale et auxiliaires de vie scolaire, pour les assistantes maternelles, pour les emplois à domicile en tous genres. Pour toutes celles, des femmes le plus souvent, pour toutes celles qui s'occupent de nos enfants, des personnes âgées ou handicapées.

Quand ce travail n'est pas tout simplement gratuit, compté pour zéro dans un PIB aveugle.

J'entends volontiers parler, dans cet hémicycle et ailleurs, d'une "société de service", et chaque fois ça nous est vanté avec gourmandise, comme une promesse de bonheur.

Forcément, nous sommes du côté des servis.

Servis ici, à l'Assemblée, et aux petits oignons.

Servis dans les hôtels.

Servis dans les supérettes.

Servis jusque chez nous par des nounous.

Méfions-nous.

Méfions que cette société de service ne soit pas une société de servitude, avec le retour des serfs et des servantes, des *bonniches*, mais sous un nouveau visage, sous un autre nom, plus moderne, plus acceptable, et qui nous laisse à nous, la conscience en paix.

Avec, en prime, en plus de la chemise repassée, de la moquette aspirée, des Chèques Emploi Service défiscalisés.

Notre confort est assis sur cette main d'œuvre bon marché.

Alors, depuis cette semaine, l'ambition présidentielle est partout martelée : à travail égal, salaire égal.

Fort bien.

Mais ça ne suffit pas.

Vous devez, nous devons, revaloriser les métiers largement occupés par des femmes.

Leur bâtir de réels statuts.

Leur garantir des revenus.

D'autant qu'ils sont, bien souvent, les plus utiles.

Virez les publicitaires.

Virez les traders.

Virez les nuisibles.

Mais payez comme il faut les aide soignantes, les infirmières, les auxiliaires de puériculture.

Avant de légiférer pour le pays, qu'on me permette de démarrer plus petit.

Par ici.

Par la poutre que nous avons dans notre oeil.

Puisque se mène, nous dit-on, une grande réforme de notre Assemblée, qu'on ne les néglige pas, ces femmes de ménage.

Qu'on les intègre au personnel.

Qu'elles bénéficient de temps complets, et de primes, et de treizième mois.

Qu'elles ne touchent pas, sans doute, nos salaires de parlementaires. Oublions l'égalité, mais qu'elles gagnent un revenu décent, digne d'elles et digne de nous.

Qu'elles passent au-dessus du Smic et du seuil de pauvreté.

Monsieur le Ministre, madame la rapporteur, mes chers collègues, j'espère vraiment que, pour une fois, mon vœu sera exaucé.

Je compte sur vous.

Ou alors, je vois une autre option.

Dans Les Côtelettes, de Bertrand Blier, on demande :

*“Vous savez à quoi on reconnaît un riche ? C'est quelqu'un qui ne nettoie pas ses toilettes lui-même.”*

Une alternative, alors, c'est que les députés et leurs équipes nettoient leurs toilettes eux-mêmes.

Et qu'avec une telle mesure, cette tâche ne soit plus attachée à un genre.

Que l'on compte parmi nous des hommes de ménage et des hommes pipi.



<https://youtu.be/sVBNxwkQ8os>